

Entre tensions ethniques et influences islamistes

Roumiana Ougartchinska-Vincenti

"On dit que nous avons versé des millions, mais aider une famille de sept enfants à survivre, puisqu'ils n'ont même pas de quoi s'acheter du pain, ça ne s'appelle pas acheter des voix." Miumun Emin, l'un des leaders locaux pour la région de Kardjali du Mouvement des Droits et Libertés (MDL), plus connu comme "le parti des Turcs", ne décolère pas. Deux mois après les élections municipales bulgares d'octobre 95¹, le sort de ce district, fortement peuplé par ce qu'on appelle en Bulgarie des "Turcs ethniques", est toujours en suspens. D'importantes fraudes ayant été constatées, le vainqueur Rasim Moussa, candidat MDL, n'a toujours pas pris possession des lieux. Des procédures interminables transitent par moult tribunaux et commissions. L'affaire est pour le moins délicate et fait craindre au nouveau gouvernement du Parti socialiste bulgare les pires désordres dans une région réputée être le fief incontesté et incontestable du MDL et plus généralement des musulmans des régions sud de la Bulgarie.

Au lendemain des élections locales, alors que le candidat "turc" l'emportait au deuxième tour par 658 voix sur un électorat de 43 000, le très sulfureux chef du MDL, Ahmed Dogan², surnommé "le Faucon", aurait déclaré "qu'après la victoire de Kardjali, il était temps que le gouvernement leur abandonne le pouvoir". Dans certaines petites communes du districts les résultats en faveur du parti turc rappellent étrangement l'époque communiste, avec des scores d'environ 99,75%. Les plus folles rumeurs sur des pots de vins, dessous de table et autres avantages octroyés aux sympathisants du MDL circulent dans la région et participent à instaurer un climat détestable. Pour les militants ultranationalistes bulgares du Parti Patriotique du Travail, la ville de Kardjali est déclarée "zone de danger"! "Ça n'avait pas chauffé comme ça depuis

l'hiver 89-90, quand les turcs, qui n'étaient pas partis pour la "grande excursion"³, demandaient qu'on leur rende leurs noms" — déclare l'un d'entre eux. Le souvenir de la "bulgarisation", ou "processus de renaissance" tel que le qualifiait le gouvernement communiste d'avant 1989, est resté vivace. A l'échelle de l'histoire de la toute jeune démocratie bulgare, c'était hier.

Evoquant un prétendu complot d'Ankara (avec bien entendu l'aide de la CIA) visant à soustraire du giron national les terres peuplées par la minorité turque, le pouvoir communiste avait décidé en 1985-1986 des interventions musclées dans le Sud, l'Est et le nord-est de la Bulgarie, dans le but "d'aider" ces populations à retrouver leur "conscience nationale". Interdiction leur était faite de porter un nom turc et de pratiquer le culte musulman. Depuis, le nombre exact des victimes de la répression à l'égard des Bulgares musulmans (les pomaks) et des Bulgares d'origine turque, s'est discrètement égaré dans les archives des services secrets bulgares. Seule certitude: durant l'été 1989, 300 000 d'entre eux avaient pris le chemin de l'exode, en direction de la Turquie. Un an plus tard, alors qu'une révolution de palais mettait hors circuit un des derniers dictateurs communistes, Todor Jivkov, les Turcs ethniques avaient obtenu la restauration de leurs noms, droits et libertés. 140 000 auraient par la suite rebroussé chemin, abandonnant l'idée de devenir citoyens du pays d'Ataturk.

Il est vrai que depuis 1990, Turcs, Pomaks, bref tous les musulmans de Bulgarie peuvent goûter aux joies de la démocratie, mais aussi du chômage et des pressions des dignitaires religieux et politiques. A l'approche des échéances électorales, le vote de près de 20% des bulgares a de quoi éveiller bien des convoitises. Car il ne faut pas oublier que sur les 8 millions de musulmans, disséminés sur la péninsule balkanique, plus d'un million vivent en Bulgarie. Parmi eux des turcs, environ 800 000, des Bulgares musulmans — les pomaks convertis à l'Islam sous le califat ottoman — au nombre de 100 000; mais aussi la communauté Rom qui compte 75% de musulmans sur 300 000, sans oublier les quelques milliers de Tatars, des musulmans venus d'Asie centrale. Leur fragilité économique et identitaire en fait des proies rêvées. "On nous a fait changer six fois de nom" confie un vieil homme des Rodopes occidentales, un de ces Pomaks dont les aïeux ont été convertis à l'Islam au XVIIe siècle. En 1912, au lendemain des guerres balkaniques, les mêmes seront à nouveau soumis à une politique d'assimilation, cette fois par les chrétiens orthodoxes.

Aujourd'hui, comme dans la plupart des pays balkaniques, l'histoire se répète. Les élus locaux du MDL cherchent à imposer aux Pomaks l'enseignement obligatoire de la langue turque dans les écoles et ouvrent les bras à des émissaires religieux venus d'Arabie Saoudite, d'Égypte ou du Soudan, leur cédant volontiers quelques parcelles communales pour la construction de mosquées. Et le nombre de celles-ci va croissant à un rythme vertigineux. Alors qu'elles étaient au nombre de 1 200, desservies par 460 muezzins en 1970, nul aujourd'hui n'est capable de donner un chiffre exact quant aux minarets qui pointent un peu partout dans les Rodopes au Sud, la région de Burgas et le Déli Orman ou Loudogorié

dans le Nord est du Pays. Pour le seul massif des Rodopes on avance quasi-officiellement le chiffre de 270 constructions pour la période 1990-1993, mais beaucoup sont édifiées sans permis de construire et parfois même à l'encontre des autorisations octroyées par le Grand mufti Nadim Guendjev. Un frénésie architecturale que le dignitaire religieux explique par "l'injection" de finances venues de ceux qu'il qualifie de "sectes fondamentalistes".

D'après Yassef Mimichev, secrétaire général du Conseil suprême spirituel des musulmans bulgares et bras droit du Grand Mufti rouge, il y aurait en Bulgarie non moins de 14 associations fondamentalistes qui déploient des activités de propagande islamiste et de prosélytisme. "Les organisations islamistes et fondamentalistes ont pris racine dans le pays;" dénonce-t-il. "Les Frères musulmans sévissent impunément dans les Rodopes. Des fondations comme Al Wakf Al Islami, Menar, Irshad... détournent les jeunes croyants des principes traditionnels de l'Islam en Bulgarie. Des enseignants viennent droit d'Arabie Saoudite et du Soudan pour organiser des séminaires. Ils recrutent aussi de jeunes boursiers qu'ils envoient étudier on ne sait où à l'étranger. Ils en reviennent avec l'esprit du combattant et le slogan du Djihad aux lèvres."

Régulièrement, le chef spirituel des musulmans Nadim Hafez Ibrahim Guendjev, demande le renvoi de quelques activistes de l'Islam intégriste, membres de mystérieuses fondations qui, sous couvert d'actions humanitaires, organisent des séminaires destinés en général à des jeunes de 12 à 18 ans, pour les "initier" aux fondements et à la pratique de "l'Islam vrai". Depuis deux ans leurs activités semblent s'accélérer. Durant l'été 1995 on signalait dans les Rodopes non moins de trois séminaires religieux regroupant entre 90 et 140 jeunes garçons, auxquels une douzaine d'émissaires arabes dispensaient des cours dont le contenu était gardé secret, grâce à un service d'ordre intransigeant. Selon les responsables musulmans, le véritable sponsor de ce genre d'internats pour cours intensifs est la fondation "Menar", très officiellement enregistrée auprès des tribunaux bulgares. Elle serait une sorte de sous-section de la Fondation mondiale de la jeunesse islamique "Nedwa Alemia", mais c'est bien le bras des Frères musulmans qu'on retrouverait derrière ce paravent.

Son représentant en Bulgarie, un certain Ali Slimani originaire de Tunis, est aussi connu comme auteur d'ouvrages fondamentalistes. Quant au représentant de la fondation "Irshad", Ali Haïredin, sa réputation de propagateur de l'Islam le plus radical en Bulgarie ne le quitte plus. D'ailleurs, il n'a jamais cherché à dissimuler ses relations avec les islamistes du monde arabe qui l'aident à publier "quelques brochures" dans le pays. Il y a deux ans, il s'était également illustré en tant que mufti régional de Smolian en prêchant les pratiques les plus conservatrices de l'Islam. Sous son impulsion, les imams locaux avaient refusé d'inhumer selon le culte musulman ceux qui n'avaient pas encore abandonné leur nom bulgares et de nombreuses familles avaient imposé le port du hijab aux jeunes filles.

L'affaire ne serait pas trop grave si les tensions religieuses n'étaient toujours accompagnées en Bulgarie de désordres ethniques et de

manipulations politiques locales, mais bien souvent aussi étrangères. Le 5 septembre 1995, à l'occasion de l'inauguration de la mosquée du village de Préobrajentsi dans la région de Burgas, un meeting avait rassemblé environ 3 000 musulmans en présence de Mesut Yilmaz, leader du parti turc de la mère patrie (ANAP), ainsi que de Ibrahim Tatarla, député MDL. Durant trois heures, des orateurs turcs avaient exhorté la foule à "s'unir aux musulmans du monde pour devenir invincibles". Des responsables de la commune voisine de Rouen s'étaient plaints quelques temps auparavant de la propagande faite auprès des musulmans durant les fêtes de Hatimi, les appelant à s'en remettre à "Ana Vatan" (la mère Patrie). Les forces de l'ordre locales avaient déjà expulsé il y a quelques années des émissaires islamistes venus de Turquie. Dans les médias locaux et nationaux on affirme régulièrement qu'en Bulgarie "se développent des structures illégales d'organisations terroristes secrètes turques, tels "Tuna" et "Altan ordu" (l'ordre doré)". Côté Conseil spirituel des musulmans on confirme et on ajoute même à la liste les Nurcu⁴ et les Süleymanji⁵. "Nous sommes tout à fait impuissants à juguler cette vague", avoue le secrétaire général Yassef Mimichev. "La corruption dans le pays est tellement grande que même quand nous présentons des preuves à la police qui arrête les auteurs de troubles, un dessous de table en dollar arrive directement chez le procureur et l'affaire est close."

Pourtant l'activité de toutes ces associations et fondations est illégale d'après les textes en vigueur en Bulgarie. Dans "leur grande sagesse", les députés de la Grande Assemblée Nationale avaient fait inscrire dans la constitution l'interdiction formelle de constituer sur le territoire bulgare des partis, organisations ou associations sur des bases ethniques ou religieuses. Les 14 associations fondamentalistes présentes dans le pays ont pourtant réussi à passer à travers les textes de lois. D'autres, essuient des refus donnant ainsi l'occasion aux membres du Mouvement des droits et libertés de dénoncer "l'intolérance religieuse". Ainsi Aleko Djildjov, spécialiste des questions ethniques, signalait⁶ que "le Conseil des ministres de Bulgarie a refusé de reconnaître les fondations Islamic Relief, International Islamic Relief Organisation-Bulgaria..., qui ont été proclamées hors la loi." Or, cette dernière fondation, qu'Aleko Djildjov présente comme relevant de la nouvelle législation proposée en 1994 pour "les organisations non gouvernementales, ayant des activités religieuses ou éducatives", n'est autre que la très connue Islamic Relief Organisation ou Islamic Relief Agency (Isra), dont le siège est à Khartoum. L'ISRA dépend de l'International Islamic Relief Organisation dont le siège est à Birmingham. C'est l'une des plus présentes en Europe et déploie son activité, une fois de plus, sous le couvert d'actions humanitaires. C'est ainsi qu'on la retrouve en Allemagne sous l'appellation "Help", en Italie "Muslim Aid" et en France "Secours islamique". A Zagreb, en tant que "Mowafaq Foundation", la même organisation se chargeait du transfert de combattants musulmans volontaires pour la Bosnie. On comprend un peu mieux l'attitude des autorités bulgares, même si leurs interventions sont d'une extrême timidité. Car les faits, aussi alarmants soient-ils, n'ont l'air d'émouvoir personne, ni gouvernement, ni parlement, ni Directions des cultes. Quant à "l'agit-prop" menée par le

Grand mufti Nadim Guendjev, qui a repris officiellement le contrôle des affaires musulmanes dans le pays à la faveur du nouveau gouvernement PSB, on ne peut y voir que la tentative du nouveau pouvoir néo-communiste, de pousser en avant un éclaireur estampillé de la crédibilité du dignitaire religieux. Mais Nadim Hafez Ibrahim Guendjev, après avoir éliminé son rival Fikri Sali pro-UFD⁷, fait office de sous-marin afin de sonder les profondeurs du malaise ethnico-religieux. Nul n'a oublié bien sûr ses services en tant que Grand mufti en 1989-1990, ni son passage à Kardjali en tant que mufti régional de 1985 à 1988. La "ruse", quant à son Parti démocratique des libertés, dont le sigle en bulgare s'écrit et se prononce exactement comme celui de MDL, ne leurre personne, même pas les illettrés des villages des Rodopes.

De fait les tensions religieuses sur fond d'intégrisme dans des régions où règne depuis des siècles des conflits ethniques, peuvent être les bienvenues pour certains. Demain, sous couvert de menaces de Djihad, on pourra pointer un doigt accusateur sur la minorité turque, son "fanatisme" et son "intégrisme". Il ne serait plus question alors de répression contre la minorité turque, d'intolérance vis à vis des musulmans, ni de "bulgarisation". Le même genre de stratégie avait d'ailleurs été testé à la veille du "processus de renaissance" de 1985. Une vague d'attentats avait alors semé la terreur dans le pays faisant huit morts et 60 blessés. Les auteurs, des "terroristes turcs", avaient été jugés et condamnés à mort en 1986 "au nom du peuple". Aujourd'hui une source est édiflée en leur mémoire dans le village de Tranak, région de Burgas. Elle avait été personnellement inaugurée par Ahmed Dogan le leader du MDL. Quant au seul "terroriste" ayant échappé à la sentence de mort, Sevdalin Madjarov, (dont le nom turc est Sabri Ali) amnistié et libéré, il s'est retrouvé en 1990 sur la liste MDL aux élections législatives et assurerait depuis la coordination du mouvement pour la région de Burgas.

En décembre 1995, le Refah Partisi remportait les élections législatives anticipées en Turquie. Le même scénario serait-il possible en Bulgarie? Au vu de la baisse d'influence du MDL, qui n'avait obtenu que 4,6% des voix aux élections législatives, cela semble peu probable. Mais Ahmed Dogan n'a pas oublié son rôle de balancier dans la précédente Assemblée nationale, quand ni le PSB, ni l'UFD, ne pouvaient gouverner ou décider sans lui. Il semble bien décidé à prendre à tout prix sa revanche et les troubles occasionnés autour des élections municipales pourraient bien servir de détonateur à ses ambitions. "Nous ne permettront à personne, — avait-il prévenu sur le ton de la menace à la dernière conférence nationale de son parti — ni au parlement, ni au président, ni au gouvernement de nous dicter nos droits et libertés dans ces régions (ndla: les Rodopes). Que les brebis égarées de la politique et les Voïvodes auto-proclamés ne se fassent aucune illusion, car la réaction en chaîne peut-être si surprenante et si grandiose, qu'il sera nécessaire à l'Europe de relire infiniment longtemps l'histoire de Balkans, avant d'oser nous aider."

Roumiana Ougartchinska-Vincenti est journaliste, correspondante de la presse bulgare en France.

¹ Le Parti socialiste bulgare (PSB) a remporté les élections législatives anticipées en décembre 1994 et dispose désormais de la majorité des sièges au Parlement. Le gouvernement PSB formé début 1995 est dirigé par Jean Vidénov.

² Le MDL a obtenu 7,7% des suffrages lors des élections locales en octobre 1995. Dans les régions à forte population musulmane leur score atteint parfois 80% des votants.

³ En juillet-août 1989, plus de 3000 000 Turcs-bulgares ont fui la Turquie. Pour le pouvoir communiste de l'époque, il s'agissait "d'excursion touristique".

⁴ Les Nurcu, Disciples de la lumière est une confrérie à l'origine proche de la tariqa naqshbandie. Elle a connu une forte expansion turque depuis 1960 et compte probablement aujourd'hui plus de 2 millions de membres très anti-communistes. Voir *Atlas mondial de l'islam activiste*, éd. La table ronde.

⁵ Les Süleymanji sont une confrérie turque spécialisée dans l'éducation religieuse, fondée par Süleyman Hilmi Tunahan dans les années 20. En 1988, son leader était Kemal Kaçar.

⁶ in "Confluences Méditerranée" N° 16, Hiver 1995-1996.

⁷ L'Union des forces démocratiques (UFD) est la coalition démocratique d'opposition qui a été pouvoir de 1991 à 1994.